Document généré le 12 oct. 2024 04:36

Études internationales

Les relations entre l'Union européenne et les États-Unis: analyse critique de l'approche « dissociative » (Note)

René Schwok

Volume 29, numéro 1, 1998

URI : https://id.erudit.org/iderudit/703845ar
DOI : https://doi.org/10.7202/703845ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cette note

Schwok, R. (1998). Les relations entre l'Union européenne et les États-Unis: analyse critique de l'approche « dissociative » (Note). *Études internationales*, *29*(1), 107–126. https://doi.org/10.7202/703845ar

Résumé de l'article

Cet article critique une approche qualifiée de « dissociative » dans l'analyse des relations entre les États-Unis et l'Union européenne. Il remet en cause aussi bien les présupposés théoriques que les observations empiriques des chercheurs qui ont prédit une dislocation des liens transatlantiques du fait de la fin de la guerre froide. Cette étude analyse principalement les raisonnements qui ont permis d'affirmer que l'OTAN était condamnée à disparaître, que les accords de l'Uruguay Round ne seraient jamais conclus, que l'Union européenne deviendrait une forteresse protectionniste et que les États-Unis étaient engagés dans une entreprise de sabotage du marché et de la monnaie unique européenne.

Tous droits réservés © Études internationales, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Les relations entre l'Union européenne et les États-Unis : analyse critique de l'approche « dissociative »

René SCHWOK*

RÉSUMÉ : Cet article critique une approche qualifiée de « dissociative » dans l'analyse des relations entre les États-Unis et l'Union européenne. Il remet en cause aussi bien les présupposés théoriques que les observations empiriques des chercheurs qui ont prédit une dislocation des liens transatlantiques du fait de la fin de la guerre froide. Cette étude analyse principalement les raisonnements qui ont permis d'affirmer que l'OTAN était condamnée à disparaître, que les accords de l'Uruguay Round ne seraient jamais conclus, que l'Union européenne deviendrait une forteresse protectionniste et que les États-Unis étaient engagés dans une entreprise de sabotage du marché et de la monnaie unique européenne.

ABSTRACT : This article criticizes a so-called "dissociative" approach in the analysis of the relationship between the United States and the European Union. It questions the theoretical assumptions as well as the empirical observations of the researchers who have predicted a dislocation of the transatlantic link after the end of the Cold War. This study mainly analyses the reasoning which led to affirm that NATO was condemned to disappear, that the Uruguay Round agreements would never be concluded, that the European Union would be transformed into a protectionist fortress, and that the United States were committed to torpedo both the European single market and the single currency.

Le but de cet article est d'analyser certains travaux universitaires publiés au cours de la dernière décade sur les relations entre les États-Unis et l'Union européenne (UE). L'origine de notre réflexion remonte à un long séjour aux États-Unis, au début des années 1990. Nous y avions été frappés par le fait que les études consacrées à ce thème étaient dominées par des experts qui prédisaient l'avènement d'une ère de dissociation entre les États-Unis et l'Union européenne. Certains chercheurs affirmaient ainsi que l'OTAN était condamnée à disparaître, que l'Uruguay Round ne serait jamais conclu, que l'Union européenne deviendrait une forteresse protectionniste et que les États-Unis étaient engagés dans une entreprise de sabotage du marché et de la monnaie unique européenne.

Avec le recul, il nous apparaît nécessaire de conceptualiser ce type d'analyse, que nous qualifions ici de « dissociative ». Dans le champ des relations internationales, il s'agit d'un néologisme qui vise à mieux cerner une certaine manière d'appréhender les tensions entre Bruxelles et Washington.

* *Maître d'enseignement et de recherche à l'Institut européen et à l'Université de Genève.*

Évidemment, nous sommes conscients que notre approche comporte des risques de simplification : un chercheur peut avancer des thèses de dissociations tout en étant à d'autres occasions plus nuancé. Par conséquent, il faut comprendre notre conceptualisation comme un idéal-type au sens weberien. Notre typologie n'a pas pour but de vérifier des pensées mais seulement de faire ressortir les principaux enchaînements de certaines manières de concevoir les relations États-Unis-Union européenne. Elle vise à rendre intelligible et intéressant un objet d'analyse parfois difficile à cerner.

Pour que notre analyse ne se limite pas à la seule critique, nous proposons systématiquement de procéder à une réfutation théorique et empirique des thèses dissociatives. Pour clarifier le débat, nous utilisons le qualificatif « associatif » pour caractériser les chercheurs, dont nous sommes proches, qui ont plutôt tendance à souligner la profondeur du lien transatlantique. Ceux-ci insistent sur la large convergence entre les États-Unis et l'Union européenne et rien n'indique que cela changera fondamentalement. Certes, l'approche associative ne passe pas sous silence les difficultés qui entachent les relations entre ces deux acteurs, mais elle les considère comme relativement secondaires. Pour ces analystes, l'après-guerre froide n'a pas fondamentalement altéré les relations entre les États-Unis et l'Union européenne.

Ainsi, si nous nous permettons de critiquer d'autres chercheurs, nous reconnaissons que nous sommes également victimes de notre subjectivité, que nous appartenons plutôt à une approche de type associative qui comporte aussi parfois ses excès. Cela implique *in fine* que nous devons admettre d'être soumis à l'examen rigoureux et objectif de la critique.

Notre corpus est uniquement constitué de travaux universitaires publiés depuis une dizaine d'années. Cette limitation temporelle, forcément un peu arbitraire, a cependant le mérite de couvrir des problématiques nouvelles et qui toutes affectent profondément les relations États-Unis-Union européenne contemporaines. Il s'agit à la fois de la fin de la guerre froide, de la guerre en ex-Yougoslavie, de l'achèvement du marché intérieur de la CE, des négociations de l'Uruguay Round et de la mise en place de la monnaie unique. Par manque de place et parce que ce thème a déjà été traité ailleurs dans d'autres ouvrages et livres[1], nous n'abordons pas ici les périodes antérieures à 1987, même si une comparaison historique serait évidemment intéressante et porteuse d'enseignements fructueux.

Nous ne traitons pas non plus des événements de 1997-1998, car ils n'ont pas encore fait l'objet d'études universitaires. Nous avons cependant déjà perçu dans le traitement de l'information sur les lois D'Amato et Helms-Burton (lois du Congrès qui visent à sanctionner de manière extraterritoriale

1. René SCHWOK, *Les relations USA-CE dans l'après-guerre froide*, Genève, Georg, 1992, pp, 7-54 ; Kevin FEATHERSTONE et Roy H. Ginsberg, *The United States and the European Community in the 1990s. Partners in Transition*, New York, St. Martin's Press, 1993, pp. 3-6 ; John PETERSON, *Europe and America in the 1990s, The Prospects for Partnership*, Aldershot, Edward Elgar, 1993, pp. 9-60. Voir aussi les bibliographies dans ces trois ouvrages.

les entreprises qui commercent avec respectivement l'Iran, la Libye et Cuba) le même type d'analyses dissociatives qui prédisent une rupture entre l'Union européenne et les États-Unis, alors que la réalité est infiniment plus subtile.

Notre corpus concernant l'approche dissociative se limite à l'analyse des travaux académiques d'universitaires. Nous avons certes retrouvé des thèses assez proches dans la presse internationale de qualité (*The Economist, Financial Times*, *Le Monde*, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*) qui ont à la fois influencé les chercheurs universitaires et qui leur ont fait écho. Mais par souci de rigueur, nous nous limitons strictement à un ensemble de travaux académiques, car notre ambition est de soulever des questions épistémologiques sur la démarche scientifique de certaines approches et des possibilités de prédiction en sciences sociales.

I – Économique

A — Cadre théorique

a – Approche dissociative

La théorie qui a le plus influencé la plupart des analyses dissociatives des relations euro-américaines est le néo-mercantilisme[2]. Il s'agit d'une variante de la théorie réaliste appliquée aux aspects économiques des relations internationales. Le néo-mercantilisme est une forme de réalisme dans la mesure où il postule également la primauté de l'État dans les relations internationales. Une autre parenté avec le réalisme provient de son scepticisme par rapport aux apports positifs du libre-échangisme. En d'autres termes, les mercantilistes doutent que les vertus du libre-échange soient bien comprises par les États et qu'ils accepteront de renoncer à leurs protections nationales en échange de la concurrence étrangère.

Dans cette perspective, les chercheurs de type néo-mercantiliste insistent sur la montée des barrières protectionnistes. Ils montrent que la fin de la guerre froide, avec la disparition de la compétition militaire, politique et idéologique entre les deux Blocs, laisse apparaître des conflits sous-jacents de nature économique protectionniste qui avaient jusque-là été cachés. Pour les mercantilistes, l'après-guerre froide va révéler ces tensions. Ils insistent particulièrement sur la constitution de blocs économiques (Union européenne approfondie et élargie, EEE, ALENA, APEC) qui seraient l'illustration la plus manifeste de la transformation des protectionnismes nationaux en des protectionnismes de blocs.

Au sein du cadre d'analyse néo-mercantiliste s'est développée la Théorie de la Stabilité hégémonique, la conception selon laquelle la stabilité dans les

2. Analysé par Robert O. KEOHANE, *After Hegemony. Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton, Princeton University Press, 1984, p. 22.

relations internationales provient de la présence d'une hégémonie ou d'une domination[3]. L'absence de puissances hégémoniques impliquerait un manque d'ordre dans les relations entre États, que ce soit dans les activités commerciales (commerce, monnaie), les questions sociales, ou les questions de sécurité. Son axiome principal consiste à établir une corrélation entre puissance hégémonique et stabilité des régimes internationaux (comme le GATT). Tant qu'un pays comme le Royaume-Uni au XIXe siècle ou les États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale sont capables d'assumer leur puissance, les régimes internationaux restent crédibles. Avec leur déclin ou leur manque de responsabilité (ex. isolationnisme), les autres États (Japon, Europe, etc.) se retireront de plus en plus. Appliquée au commerce international, la conclusion logique de la Théorie de la Stabilité hégémonique est celle de la réorganisation du système vers des blocs commerciaux insulaires et conflictuels.

On remarque donc que la Théorie de la Stabilité hégémonique a longtemps été sous-tendue par un postulat fondamental : celui du *déclin* des États-Unis. Il s'agit d'un des thèmes les plus importants de la littérature scientifique américaine de la fin des années 1980. Cette approche a été particulièrement popularisée par le professeur Paul Kennedy de Yale[4]. Cet historien s'est rendu célèbre auprès du grand public en affirmant que les États-Unis allaient s'écrouler comme l'Empire romain s'ils ne diminuaient pas leurs dépenses étatiques et surtout militaires. Les principaux indicateurs des « déclinistes » sont la faiblesse du dollar, l'accumulation de dettes et de déficits publics inconnus auparavant, la perte de compétitivité des entreprises américaines par rapport à leurs concurrents japonais et asiatiques, surtout dans des secteurs clés comme les automobiles, les ordinateurs, etc. Enfin, les déclinistes insistent sur le haut taux d'analphabétisme aux États-Unis et la faible formation des travailleurs américains.

C'est donc au nom de ces théories que de nombreux auteurs ont prédit que les États-Unis n'avaient plus la force d'imposer leurs règles au sein des organisations internationales et que le système des Nations Unies (GATT, Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale inclus) allait s'écrouler, faute de leadership.

b – Approche associative

Les chercheurs opposés à la Théorie de la Stabilité hégémonique ont critiqué deux points fondamentaux : premièrement, la Théorie de la Stabilité hégémonique se trompe sur les conditions selon lesquelles un État peut exercer son leadership[5] et deuxièmement, elle ignore les véritables motivations des suiveurs (Japon, Europe) envers le leader (États-Unis).

3. Robert GILPIN, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
4. Paul KENNEDY, *The Rise and Fall of the Great Powers : Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, New York, Vintage, 1987.
5. R. O. KEOHANE, *op. cit.*, pp. 49-64

En d'autres termes, la Théorie de la Stabilité hégémonique a été induite à considérer les relations commerciales internationales comme un jeu à somme nulle. Selon cette théorie, l'Union européenne et le Japon auraient été automatiquement conduits à choisir le retrait une fois que les États-Unis auraient été incapables ou auraient refusé d'assurer les régimes internationaux qu'ils avaient créés.

Ce que la Théorie de la Stabilité hégémonique a ignoré, c'est que le Japon et l'Union européenne (la partie demanderesse dans les régimes commerciaux) ont également intérêt à ce que le libre-échange soit développé et garanti à travers des régimes internationaux. Ils cherchent aussi à réduire les coûts de transaction et de diffusion de l'information. C'est leur propre intérêt myope qui les pousse à coopérer et à démanteler leurs barrières protectionnistes.

Notons enfin le rôle fondamental joué par les intérêts transnationaux dans la mise en place et le succès de l'Uruguay Round. Il y a eu autant de multinationales européennes et japonaises qu'américaines qui ont un intérêt au succès et au maintien du système du GATT. Ces multinationales ont exercé d'énormes pressions auprès des gouvernements européens (avec les entreprises américaines basées en Europe) pour que ceux-ci jouent le jeu du multilatéralisme[6].

Quant à la thèse du déclin américain, elle a été fortement contestée par de nombreux auteurs[7]. Ceux-ci ont montré que les États-Unis sont loin d'être ruinés. Ainsi, ils montrent que les dépenses militaires ne sont pas si importantes en regard du Produit intérieur brut (PIB) américain, qu'elles sont utiles pour assurer le leadership américain et la stabilité internationale nécessaires à la sécurité et à la prospérité mondiale et qu'elles peuvent être diminuées avec la fin de la guerre froide. En ce qui concerne le manque de productivité, ils contestent la notion de « productivité » et les instruments utilisés pour la mesurer.

Ils avancent également que la faiblesse du dollar est un élément conjoncturel et pas nécessairement négatif, que les dettes et les déficits publics américains ne sont pas plus élevés, en pourcentage, qu'en Europe et que les entreprises américaines ont connu une sérieuse phase de restructuration, qui a permis de reconquérir certains marchés préalablement enlevés par les Japonais et les Asiatiques (voitures, certains ordinateurs, etc.). Quant au manque de formation de plusieurs Américains, tous le regrettent, mais pensent qu'il serait possible de régler le problème en attribuant davantage de moyens à l'éducation et en réformant le système scolaire américain.

---

6. Robert D. PUTNAM, « Two-Level Games : The Impact of Domestic Politics on Transatlantic Bargaining », dans Helga HAFTENDORN et Christian TUSCHHOFF (dir.), *America and Europe in an Era of Change*, Boulder, Boulder, Westview Press, 1993, p. 77.
7. Henry NAU, *The Myth of America's Decline. Leading the World Economy into the 1990s*, New York, Oxford University Press, 1990 ; Joseph NYE, *Bound to Lead*, New York, Basic Books, 1990 ; Joseph NYE, « Patrons and Clients : New Roles in the Post-Cold War Order », dans Helga HAFTENDORN et Christian TUSCHHOFF (dir.), *op. cit.*, pp. 87-104.

En ce qui concerne les relations euro-américaines, il est frappant de constater à quel point on peut établir une corrélation entre les analystes de type associatif et ceux de type antidéclinistes[8]. Les antidéclinistes sont en effet convaincus que les États-Unis peuvent continuer à dominer le système international à travers des Nations Unies revigorées (ils citent l'utilisation du cadre onusien pour encadrer l'action américaine dans le Golfe). Ils sont persuadés que l'OTAN peut être sauvegardée, même s'ils souhaitent tous des réformes afin de renforcer le pilier européen en son sein.

B — L'Europe est protectionniste

a – Approche dissociative

Un reproche souvent exprimé aux États-Unis est que l'Union européenne est *inward looking*. Prise dans ses problèmes d'unification, d'achèvement du marché intérieur, de mise en place de l'Union économique et monétaire, elle aurait perdu toute vision internationale. Loin d'assumer une dimension internationale qui corresponde à son poids économique, elle serait de plus en plus en train de se concentrer sur ses propres problèmes, oubliant son importance économique, politique, historique et culturelle.

Selon l'approche dissociative, le Marché intérieur de 1992 est comparé par les Américains à une « Forteresse Europe » et ils ne le toléreront jamais[9]. Ils se plaignent que les comités européens de normalisation pour les standards dictent des normes différentes de celles des autres États. Cela pourrait discriminer certaines firmes américaines et les faire disparaître du marché européen. Par rapport aux tests et aux certifications également, certaines craintes sont apparues aux États-Unis face à l'extension du principe de reconnaissance mutuelle pour les produits américains et à la conformité des laboratoires américains pour procéder à des certifications valables dans l'UE. Dans le domaine des marchés publics, la directive de l'Union sur les secteurs dits exclus provoque également quelques inquiétudes. Elle contient une clause « Buy European » (achetez européen) qui autorise l'Union à rejeter des propositions qui contiennent moins de 50 pour cent de contenu communautaire.

Plus généralement, pour les chercheurs de type dissociatif, l'Europe se désintéresserait du reste du monde. Son seul but est l'intégration autour de l'Europe occidentale. Elle n'accorde plus d'importance à l'Amérique, du Nord ou du Sud, à l'Afrique, à l'Asie et à l'ex-URSS. Tournée vers ses propres problèmes, elle perd de vue l'importance des relations internationales, de ses relations avec ses anciennes colonies.

---

8. Robert O. KEOHANE, « The Diplomacy of Structural Change : Multilateral Institutions and State Strategies », dans H. HAFTENDORN et C. TUSCHHOFF (dir.), *op. cit.* ; J. NYE, « Patrons... », *op. cit.* ; R. D. PUTNAM, *op. cit.*
9. Jens VAN SCHERPENBERG, « Wirtschaftlicher Aufbruch nach Europa ? Die innere und äussere Dynamik des EG-Binnenmarktes », dans Bernd W. KUBBIG, (dir.), *Transatlantische Unsicherheit*, Frankfurt/Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 1991.

À cela s'ajoute la situation économique européenne qui est de plus en plus mauvaise. Le chômage atteint des taux records. Les déficits publics sont mauvais. Les dettes s'accumulent. Les opinions publiques (comme en France en 1995) refusent des sacrifices[10]. Tout indique que l'Europe se morfond dans une crise majeure et que les pressions protectionnistes vont se renforcer. Selon ce cadre d'analyse, les sentiments antiaméricains ne peuvent qu'être ravivés.

b – Approche associative

Pour les chercheurs de type associatif, rien n'indique que l'Union européenne soit marquée par des pulsions protectionnistes. Au contraire, le Marché intérieur s'est révélé beaucoup plus libre-échangiste que la plupart des experts l'avaient prédit. La Politique agricole commune (symbole du protectionnisme dirigiste communautaire) est en voie de réforme fondamentale et la mise en place d'une Union économique et monétaire s'inscrit également dans la perspective d'une libéralisation économique et d'une diminution des contrôles étatiques.

En ce qui concerne plus spécifiquement le Marché intérieur de 1992, il est faux d'affirmer qu'il a été comparé par les Américains à une « Forteresse Europe ». Au contraire, les milieux d'affaires américains, de même que les administrations Bush et Clinton, ont soutenu ce marché parce qu'il procure les avantages suivants : (1) une contribution au libre-échange, (2) des possibilités de développement commercial, (3) une meilleure croissance économique, (4) un supplément de stabilisation économique et monétaire qui profite à l'ensemble du monde, (5) un pôle d'attraction pour développer et stabiliser l'Europe de l'Est et (6) un partenaire pour maintenir l'ordre mondial[11].

Plus concrètement, les études effectuées par les milieux professionnels et politiques américains montrent que l'UE n'est plus considérée comme une forteresse. Des problèmes se posent certes encore en ce qui concerne les comités européens de normalisation qui dictent des normes différentes de celles des États-Unis, mais les entreprises américaines sont informées et même consultées. Des négociations ont de plus abouti entre les États-Unis et l'Union européenne pour arriver au maximum de reconnaissance mutuelle entre les standards européens. Il en va de même en ce qui concerne les tests et les certifications[12]. Quant au problème des marchés publics, il a été en bonne partie résolu par des accords conclus en marge de l'Uruguay Round entre les États-Unis, l'Union européenne et la plupart des pays industrialisés, Japon inclus[13].

10. David Ross CAMERON, « From Barre to Balladur : Economic Policy in the Era of the EMS », dans Gregory FLYNN, (dir.), *Remaking the Hexagon. The New France in the New Europe*, Boulder, Westview Press, 1995, p. 149.
11. R. SCHWOK, *op. cit.*, pp. 227-228.
12. *EU & U.S., 1997, Mutual Recognition Agreements on Conformity Assessment*, Brussels, 20 June. http://europa.eu.int/en/comm/dg01/mra01.htm.
13. John CROOME, *Reshaping the World Trade System. A History of the Uruguay Round*, Geneva, World Trade Organization, 1995, p. 92.

Les observateurs de type associatif font également remarquer que l'achèvement du Marché intérieur, la mise en place d'un Espace économique européen avec les pays de l'AELE, l'adhésion de pays de l'AELE à l'Union, les accords d'association avec les pays de l'Est et méditerranéens, ainsi que les perspectives d'élargissement à une douzaine de nouveaux États ne traduisent pas un état d'esprit *inward looking* mais, au contraire, un désir de s'ouvrir à d'autres, malgré les coûts budgétaires et la dilution du pouvoir politique que cela implique. Surtout, ils insistent sur le fait que tous les projets d'intégration européens s'effectuent dans une vision libre-échangiste et peu discriminatoire par rapport aux pays tiers. Ils font d'ailleurs remarquer que les États-Unis ont toujours soutenu les efforts d'approfondissement et d'élargissement de l'Union, moyennant, il est vrai, quelques compensations.

C — Blocs commerciaux protectionnistes et « échec de l'Uruguay Round »

a – Approche dissociative

L'approche dissociative explique que le monde s'achemine vers la constitution de blocs commerciaux protectionnistes. D'un côté, on a l'Union européenne qui s'approfondit avec les objectifs de Marché unique et de Monnaie unique et qui étend ses ramifications aux pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) à travers l'Espace économique européen (EEE), les accords européens avec les pays de l'Est et ceux du bassin méditerranéen. De l'autre côté, on trouve les États-Unis qui ont mis en place l'Accord de libre-échange nord-américaine (ALENA) et qui espèrent participer à d'autres zones de libre-échange en Amérique centrale et du Sud. Ce qui se prépare donc, c'est la mise en place d'une série de blocs commerciaux dans le monde. Selon cette approche, ces blocs commerciaux seront nécessairement conflictuels. Toujours dans cette même veine, on mentionnera la théorie selon laquelle, avec la fin de la guerre froide, les conflits vont se déplacer dans la sphère économique. Les guerres du futur seront commerciales ou ne seront pas.

En ce qui concerne les négociations de l'Uruguay Round, pendant toute la durée de l'exercice (1986-1993), des analystes appartenant à l'approche dissociative ont prédit leur échec. Ils ont particulièrement attaqué la Politique agricole commune (qui est consciemment protectionniste et dirigiste) comme étant l'archétype de l'ensemble de la politique commerciale européenne[14]. Presque tous les thèmes de négociation entre les États-Unis et l'UE ont été qualifiés de guerre. On a ainsi parlé de guerre concernant l'aviation civile, les hormones bovines, le soya, les bois tropicaux, le textile, les mesures antidumping, les marchés publics, les services financiers, les droits maritimes, le domaine culturel, etc.

14. Andrew STOECKER, David PEARCE et Gary BANKS, *Western Trade Blocs*, Canberra, Centre for International Economics, 1990, p. 39.

C'est surtout une analyse de la politique américaine qui a été à la source de la prédiction de l'échec de l'Uruguay Round. Le Cassandre le plus célèbre, qui a beaucoup influencé l'opinion publique, fut le professeur Lester Thurow, alors doyen de la Sloan School of MIT. Il est l'auteur d'expression comme : « The GATT-Bretton Woods trading system is dead[15] ». Thurow était également convaincu que l'Union européenne aurait juste à achever le travail d'enterrement déjà entrepris : « GATT bled to death from the wounds described in the previous chapter, but European integration will provide the official death certificate[16] ».

Un professeur influent de l'Université de Princeton, Robert Gilpin, a aussi prophétisé l'effondrement du système multilatéral. Son « échec » est attribué à la conjonction de quatre facteurs interdépendants :

(1) le protectionnisme sectoriel du type des accords multifibres va se développer et remplacer le multilatéralisme du GATT par le minilatéralisme : « In this new environment, bilateralism or minilateralism has largely displaced the multilateralism of the GATT[17]. »

(2) le régionalisme économique (ALENA, Marché intérieur de la CE, etc.) va remplacer le multilatéralisme ;

(3) la concurrence mercantiliste, le nationalisme va s'accentuer, surtout après la fin de la guerre froide. L'Union européenne va devenir une forteresse et abusera des mesures antidumping. Quant aux États-Unis, ils feront un usage excessif d'instruments protectionnistes tels que les sections 301-310 du 1988 Omnibus Trade and Competitiveness Act. Communément appelé « Super 301 », il devient l'instrument du protectionnisme d'exportation et constitue le symbole de l'esprit prédateur des États-Unis.

(4) Ces trois facteurs sont sous-tendus par l'affirmation que les États-Unis ont perdu leur capacité de garantir le libéralisme économique (la théorie de la stabilité hégémonique).

Comme l'écrit succinctement Robert Gilpin : « A mixed system of nationalism, regionalism, and sectoral protectionism is replacing the Bretton Woods system of multilateral liberalization[18]. »

b – Approche associative

Les partisans d'une approche associative contestent l'utilisation de l'expression « bloc commercial ». Pour ces analystes, ni l'Union européenne, ni l'Espace économique europen (EEE), ni les Accords européens, ni l'ALENA, ni l'APEC (Asian Pacific Economic Cooperation) ne constituent des « blocs

15. Lester THUROW, *Head to Head. The Coming Economic Battle Among Japan, Europe, and America*, New York, William Morrow & Company, 1992, p. 65.
16. *Ibid.*, p. 76.
17. R. GILPIN, *op. cit.*, p. 408.
18. *Ibid.*, p. 394.

commerciaux ». En effet, ceux-ci ne sont pas protectionnistes et dirigés consciemment de manière discriminatoire contre les États tiers. Tous ces accords commerciaux sont fondés sur les principes du libre-échange et répondent aux critères imposés par le GATT et l'OMC en matière de constitution d'accords de libre-échange.

La meilleure preuve en est que les États-Unis n'ont pas critiqué et se sont même le plus souvent félicités de toutes les étapes allant vers davantage d'approfondissement et d'élargissement de l'Union européenne. Il en va de même de cette dernière qui n'a jamais émis la moindre réserve concernant l'Accord de libre-échange canado-américain ou à propos de l'ALENA ou de l'APEC.

En ce qui concerne l'Uruguay Round, les analystes de type associatif insistent surtout sur le fait que c'est le résultat qui compte. Et il a été positif. Ils remarquent que ces négociations ont permis la mise sur pied de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ils soulignent aussi que l'Uruguay Round est le plus important accord multilatéral sur le commerce de toute l'histoire. Son succès revient principalement à un accord entre les États-Unis et l'Union européenne[19].

Pour le cadre d'analyse associatif, le succès de l'Uruguay Round, et surtout le désir des États-Unis et de l'Union européenne de s'entendre, s'explique simplement par le fait que ces deux acteurs ont un intérêt économique à la libéralisation du commerce et qu'ils ne veulent pas envenimer leurs relations politiques et militaires par des conflits commerciaux et agricoles.

Ainsi, pour les chercheurs de type associatif, les Cassandre qui avaient prédit l'échec du GATT se sont tout simplement trompés. Lester Thurow et ses disciples ont eu tort de déclarer « la mort du GATT » à cause des dissensions entre Européens et Américains. Au contraire, on n'a pas assez souligné que le succès de l'Uruguay Round était emblématique du diktat américano-communautaire sur les règles du commerce international. Ces deux blocs ont en effet purement et simplement imposé leur compromis à la centaine d'autres pays membres du GATT.

D — L'Union économique et monétaire (UEM)

a – Approche dissociative

La perspective de la mise en place d'une Union économique et monétaire (UEM) pour l'an 2002 et de la fixation définitive des taux de change pour 1999 pour un certain nombre de pays importants (France, Allemagne...) de l'Union européenne a suscité de nombreux commentaires relatifs aux relations euro-américaines. Pour certains analystes, les États-Unis craignent l'UEM, car la mise en place d'une monnaie unique provoquera une récession et des troubles

19. J. CROOME, *op. cit.*, pp. 351-364.

politiques qui ont toujours coûté très cher, aussi bien aux Européens qu'aux Américains[20].

Ils soulignent également que l'un des principaux arguments en faveur de la monnaie unique, surtout quand il est formulé par des Français, consiste à prétendre qu'elle permettra aux Européens de renoncer au dollar comme monnaie de référence et de transaction internationale, qu'elle redonnera du poids à l'Europe sur la scène mondiale et qu'elle lui permettra de contrer la puissance économique et politique des États-Unis[21]. De plus, l'UEM pourrait réduire l'autonomie de la politique monétaire américaine en limitant ses options politiques. Évidemment, face à de tels discours, les chercheurs de type dissociatif ont beau jeu de prétendre que les Américains n'ont rien à gagner à la mise en place d'une monnaie unique et qu'ils font tout pour la saboter.

On attribue aussi aux États-Unis des pressions exercées sur le Royaume-Uni pour qu'il n'adhère pas à la troisième phase de l'UEM. Certains experts ont également accusé des milieux américains dans les nombreuses crises qui ont secoué le Système monétaire européen (SME), particulièrement celle d'août 1993 qui avait amené la sortie des devises anglaises, italiennes et espagnoles du mécanisme des changes du SME. Leur argumentation est renforcée par l'observation empirique que les principales manipulations à l'encontre du Système monétaire européen sont venues de Wall Street, et que l'un de ses principaux bénéficiaires, George Soros, s'en est vanté publiquement à de nombreuses reprises.

b – Approche associative

Les analystes de type associatif estiment au contraire que les États-Unis accueillent favorablement la perspective de la mise en place d'une Union économique et monétaire. Ils peuvent citer les déclarations d'officiels américains et de responsables de grandes entreprises américaines qui vont dans ce sens[22]. Certes, ils n'ignorent pas que certains spéculateurs américains sont à l'affût de toute erreur monétaire européenne, mais il ne s'agit que de l'action de quelques milieux, non du gouvernement américain.

Le soutien de Washington et des milieux d'affaires à l'objectif de monnaie unique s'explique par les six raisons principales suivantes :

- Premièrement, l'Euro permettra de créer de la richesse (effets statiques et dynamiques). Cela rendra les investissements américains plus rentables.

20. Edward LUTTWAK, « Contre l'intégrisme monétaire », *Politique internationale*, hiver 1996-1997, n° 74, pp. 187-205 ; Rudi DORNBUSH, « Euro Fantasies », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 1996, pp. 123-124.
21. Mark M. NELSON et G. John IKENBERRY, *Atlantic Frontiers. A New Agenda for U.S.-EC Relations*, Washington, D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 1993, p. 26.
22. John PETERSON, *Europe and America in the 1990s, The Prospects for Partnership*, Aldershot, Edward Elgar, 1993, p. 121.

- Deuxièmement, les entreprises américaines sont très bien implantées en Europe et sont souvent plus européennes que les firmes européennes (Ford, GM). Elles seront donc les premières à bénéficier de l'abolition du protectionnisme monétaire qui parfois les pénalise plus durement que les sociétés nationales[23].
- Troisièmement, si l'Euro amène un surcroît de croissance et que cela s'opère grâce à un assainissement des finances publiques (critères de Maastricht en matière de déficit budgétaire et de dette publique), cela ne peut que renforcer la stabilité politique et sociale de l'Europe.
- Quatrièmement, la mise en place d'une Banque centrale européenne se fera aux dépens de la Bundesbank allemande. Washington est en général intéressé à toute mesure visant à contrebalancer l'hégémonie d'un seul État.
- Cinquièmement, la mise en place de l'Euro permettra à l'économie européenne de se protéger des fluctuations du dollar et de réduire ainsi les coûts des conflits monétaires transatlantiques[24].
- Sixièmement, le passage à la monnaie unique aura des conséquences politiques en renforçant l'approfondissement de l'Union européenne. Pour les États-Unis qui ne veulent pas d'une Europe divisée, la fonctionnalité de l'UEM reste un facteur important[25].

II – Politique

A — Cadre théorique

a – Approche dissociative

La vision dissociative est fortement marquée par la théorie dite réaliste. Selon cette conception, les relations internationales sont caractérisées par une rivalité continue entre les États qui constituent les acteurs principaux du système international. La société internationale est dénuée de monopole de la violence légitime. Les États sont perpétuellement en conflit entre eux et il est donc illusoire d'imaginer qu'ils pourraient durablement s'allier :

« States are the units whose interactions form the structure of international political systems » and « they will long remain so[26]. »

23. Elke THIEL, « Dollar – EMU – Yen : An Evolving G-3 Relationship », Paper presented at Biennial Conference of the European Community Studies Association, George Mason University, 22-24 mai 1991, p. 10.
24. Randall C. HENNING, « Europe's Monetary Union and the United States », *Foreign Policy*, printemps 1996, p. 94.
25. J. PETERSON, *op. cit.*, p. 122.
26. Kenneth WALTZ, dans Robert O. KEOHANE, (dir.), *Neorealism and its Critics*, New York, Columbia University Press, 1986, p. 90.

Du fait de ce véhicule conceptuel et idéologique sous-jacent, les réalistes doutent que les pays européens puissent s'unir. Pour les réalistes, l'Union européenne est plus proche d'une organisation internationale classique que d'un État fédéral du type de l'Allemagne, des États-Unis ou de la Suisse. Ces théoriciens réalistes admettent difficilement que l'Union européenne possède une certaine forme de personnalité internationale. *A fortiori*, les réalistes étudient généralement les relations transatlantiques sous l'angle des relations entres les États membres de l'Union européenne, pris individuellement, et les États-Unis.

Ces théoriciens, qui ont déjà énormément de peine à admettre que les relations entre pays européens puissent être pacifiques, ont encore plus de difficultés à admettre que les relations entre les États-Unis et l'Union européenne puissent être non conflictuelles.

b – Approche associative

Les chercheurs de type associatif appartiennent plus souvent au courant pluraliste dans l'étude des relations internationales. En d'autres termes, ils acceptent qu'il y ait une pluralité d'explications des phénomènes. Ils se méfient des théories explicatives, systématiques et prédictives. Le cadre d'analyse qui leur sied le plus est celui qui est appelé *interdépendance complexe*[27]. Dans les grandes lignes, cette approche affirme que les relations internationales, celles entre les États-Unis et l'Union européenne incluses, possèdent trois caractéristiques :

(1) il y a de nombreux canaux de différents types qui relient les sociétés ;

(2) l'ordre du jour des relations internationales consiste en de nombreux problèmes qui ne sont pas arrangés en une hiérarchie intangible et claire ;

(3) la force militaire n'est pas utilisée par les gouvernements contre d'autres gouvernements dans une région interdépendante.

La théorie de l'interdépendance complexe paraît bien s'appliquer aux relations entre les États-Unis et l'Union européenne[28]. De nombreux canaux permettent de connecter les acteurs américains et européens. L'ordre du jour des relations entre les États-Unis et l'Union européenne est composé de nombreuses questions qui ne sont pas organisées d'une manière consistante et hiérarchique. L'usage de la force par l'une des parties paraît impensable.

Il est important de souligner que les analystes associatifs (marqués par la théorie de l'interdépendance complexe) ne nient pas la nécessité de recourir parfois à une approche réaliste ou mercantiliste des relations euro-américaines[29]. Ils reconnaissent aussi que l'État demeure le principal acteur des relations

27. Robert O. KEOHANE et Joseph S. NYE, *Power and Interdependence*, Boston, Little, Brown, 2e édition révisée, 1987.
28. K. FEATHERSTONE et R. H. GINSBERG, *op. cit.*, p. 65.
29. J. PETERSON, *op. cit.*, pp. 217-218.

internationales, qu'il cherche généralement à agir de manière rationnelle et qu'aussi bien les États-Unis que l'Union européenne recourent au protectionnisme suivant les circonstances.

Mais les partisans de l'interdépendance complexe veulent maintenir une approche pluraliste. Ils affirment ainsi que les États ne sont pas les seuls acteurs du système international, que les États n'agissent pas toujours rationnellement, avec une information parfaite et sans changer de préférence et d'objectifs, et ils doutent que la recherche de la puissance constitue le seul but de toute politique étrangère.

B — Disparition de l'ennemi commun communiste

a – Approche dissociative

Pour l'approche dissociative, la fin de la guerre froide constitue un tournant dans l'histoire humaine et une rupture dans les relations euro-américaines. Ces événements que sont l'effondrement de l'Union soviétique, la disparition des pays satellites d'Europe centrale et orientale, l'évanouissement du mouvement communiste international, l'unification allemande et la fin de la rivalité Est-Ouest dans le Tiers Monde ont profondément altéré l'alliance euro-américaine.

Dans ces conditions, pour les analystes appartenant à l'approche dissociative, les Européens et les Américains ont perdu le principal ciment de leur unité. Il n'y a plus nécessité de lutter pour promouvoir la démocratie, le pluralisme, le respect des minorités, les droits de l'Homme, l'économie de marché et toutes ces valeurs qui ont marqué la différence entre le monde occidental et communiste pendant la guerre froide. Une alliance aussi hétérogène que celle qui unit l'Europe occidentale aux États-Unis ne peut reposer que sur la fonctionnalisation d'un ennemi commun[30].

D'un point de vue stratégique, l'Europe occidentale se sent beaucoup moins redevable aux États-Unis. Elle qui avait confié sa défense à Washington éprouve moins de crainte et donc minimise les risques de rester à l'écart du bouclier américain[31].

De leur côté, les Américains sont moins motivés à maintenir leur présence sur le Vieux Continent. Animés par des sentiments isolationnistes toujours puissants, ils s'interrogent sur leurs raisons de garder une lourde présence militaire, ainsi que de continuer à dépenser pour des Européens aujourd'hui assez riches pour assumer le fardeau de leur défense. Il est d'ailleurs intéressant de constater que de manière très régulière, avant chaque

30. John MEARSHEIMER, « Back to the Future : Instability in Europe after the Cold War », *International Security*, vol. 15, n° 1, 1990, p. 47 ; Stephen D. KRASNER, « Power, Polarity and the Challenge of Disintegration », dans Helga HAFTENDORN et Christian TUSCHHOFF, (dir.), *op. cit.*, p. 23.

31. J. MEARSHEIMER, *op. cit.*, p. 7

élection américaine, les Européens sonnent le tocsin en attirant l'attention sur les risques de retour à l'isolationnisme aux États-Unis. Dans la période de l'après-guerre froide, les mêmes thèmes sont réapparus avec les élections présidentielles, où l'on a soupçonné le candidat Bill Clinton d'être isolationniste[32].

L'OTAN aurait donc perdu toute raison d'être depuis longtemps[33]. Cette organisation serait condamnée à disparaître à terme[34]. Dans cette perspective, chaque incident a été interprété comme une preuve de la maladie incurable qui atteint cette organisation. Ainsi, on a avancé que les Européens souhaitaient soit la disparition de l'OTAN, soit, tout au moins, sa transformation en une organisation dominée par les Européens. On a beaucoup souligné le rôle de la France et ses tentatives d'utiliser l'Union européenne et l'Union de l'Europe occidentale pour partiellement ou totalement remplacer le leadership américain[35].

Selon cette interprétation, le traité de Maastricht contient les éléments infectieux du démantèlement de l'Alliance atlantique. Une Politique étrangère et de sécurité commune, puis une politique de défense commune, puis une défense commune, tous ces éléments charrient les germes d'une émancipation par rapport aux États-Unis[36]. Au fond, la mise en place d'une identité européenne en matière de défense ne serait-elle pas qu'une des ultimes tentatives des Français de se débarrasser des Américains[37] ?

La mise en place d'une brigade, puis celle d'un Corps franco-allemand sont également interprétées comme d'autres preuves de cette volonté d'écarter l'OTAN, puis les États-Unis du Vieux Continent. L'Union européenne, utilisant une Union de l'Europe occidentale revitalisée, chercherait à retrouver une puissance hégémonique derrière un axe franco-allemand. À terme, si l'Union européenne devait véritablement devenir une alliance militaire, soit directement, soit en absorbant l'UEO, elle conduirait à la dissolution de l'Alliance atlantique et donc à la disparition de la garantie stratégique américaine[38].

b – Approche associative

Les chercheurs appartenant au cadre d'analyse associatif affirment au contraire que la fin de la guerre froide n'a rien changé de fondamental dans les

32. Michael SMITH, « Clinton and the EC : how much of a New Agenda ? », *World Today*, vol. 49, n° 4, avril 1993, p. 70.
33. Stephen GILL (dir.), *Atlantic Relations : Beyond the Reagan Era*, New York, St Martin's Press, 1989.
34. Joseph LEPGOLD, *The Declining Hegemon : The United States and European Defense, 1960-90*, New York, Greenwood, 1990.
35. Analysé par Philip H. GORDON, *A Certain Idea of France : French Security Policy and the Gaullist Legacy*, Princeton, Princeton University Press, 1993, pp. 174-176.
36. S. D. KRASNER, *op. cit.*, pp. 36-37.
37. Analysé par Anand MENON, « From Independence to Cooperation : France, NATO and European Security », *International Affairs*, 1995, vol. 71, n° 1, pp. 22-23.
38. S. D. KRASNER, *op. cit.*, p. 67.

relations entre les États-Unis et l'Union européenne. Contrairement aux Cassandre qui annonçaient l'écroulement du lien transatlantique, ces analystes constatent que l'OTAN a su se redéfinir après la disparition de l'Union soviétique et qu'elle est restée attractive, si l'on en juge par le fait que pratiquement tous les ancien pays de l'Est désirent en faire partie.

Les analystes de type associatif affirment que les sentiments européens par rapport aux États-Unis, loin de s'être affadis, se sont au contraire affermis avec la fin de la guerre froide[39]. Des craintes par rapport à l'isolationnisme américain sont apparues régulièrement à toutes les époques depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La psychose qui s'empare généralement de l'Europe s'expliquerait par le souvenir du désengagement américain dans l'entre-deux-guerres qui avait constitué un facteur non négligeable d'instabilité ayant amené à la montée des régimes autoritaires et expansionnistes, conduisant finalement à la Deuxième Guerre mondiale. Traumatisés par une telle mémoire historique, de nombreux Européens restent aux aguets face à toute pulsion isolationniste aux États-Unis.

Néanmoins, les chercheurs appartenant à l'approche associative font remarquer que les Américains ont également appris quelque chose de leur erreur des années 1920 et que tout indique qu'ils restent fortement engagés sur le Vieux Continent. Surtout, ils constatent que Bill Clinton, qui était soupçonné d'être désintéressé des affaires du monde, a démontré son engagement en faveur du maintien d'une présence américaine conséquente sur le Vieux Continent[40].

Empiriquement, on peut constater que les États-Unis demeurent non seulement fermement engagés dans les affaires d'Europe occidentale, mais qu'ils ont mis en place le Partenariat pour la Paix entre les pays de l'OTAN et presque tous les pays européens qui n'en font pas partie. De plus, ils ont établi des programmes de coopération militaire avec la plupart des pays d'Europe centrale et orientale et ont bien davantage poussé à l'élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale que les pays d'Europe occidentale. Enfin, loin de délaisser le Vieux Continent, les États-Unis ont pris des initiatives diplomatiques, qu'ils ont parfois garanties militairement, dans les conflits irlandais, gréco-turc, chypriote, macédonien et yougoslave (accords de Dayton).

En ce qui concerne les relations entre les États-Unis et l'Union européenne, les analyses associatives insistent particulièrement sur deux facteurs :

Premièrement, les États-Unis ne s'opposent pas, et même le plus souvent approuvent, les tentatives de l'Union européenne de se doter d'une identité en matière de sécurité et de défense. Washington a ainsi salué le traité de

39. Steven K. SMITH et Douglas A. WERTMAN, « Redefining U.S.-West European Relation in the 1990s : West European Public Opinion in the Post-Cold War Era », *PS : Political Science & Politics*, juin 1992, pp. 188-189.

40. J. PETERSON, « Europe and America in the Clinton Era », dans *Journal of Common Market Studies*, september 1994, vol. 32, n° 3, pp. 411-426.

Maastricht qui prévoit, dans son deuxième pilier, que l'Union européenne évolue graduellement vers une politique étrangère et de sécurité commune.

Deuxièmement, les États-Unis ont accepté que les infrastructures de l'OTAN en matière de transport et de communication puissent être utilisées par l'UEO, sans que les Américains y participent directement. C'est la notion de Groupes de Force interarmés multilatéraux (GFIM). Ce nouvel arrangement permet à l'UEO de déployer ses forces dans les cas où les États-Unis ne voudront ou ne pourront y prendre part. Cela permet en d'autres termes à l'Union européenne, par l'intermédiaire de l'UEO, d'utiliser l'infrastructure de l'OTAN sans que les États-Unis y participent[41].

Ce rapprochement des Européens avec les États-Unis est surtout dû à des considérations matérielles. Ils savent que sans l'Amérique, ils devraient investir des sommes considérables pour la logistique, les transports aériens, les satellites-espions, une défense antimissile, des systèmes informatisés de communication, des navires, des porte-avions et créer des standards communs pour pratiquement tout arme lourde nouvelle.

C — Rivalité dans le monde

a – Approche dissociative

Selon cette thèse, la fin de la guerre froide a amené l'émergence de rivalités dans le monde entre les principaux blocs et, entre autres, entre les États-Unis et l'Union européenne. Ces deux partenaires n'ayant plus d'ennemi commun, ils reviennent à leur pulsion impérialiste véritable. L'époque est désormais à la recherche de position hégémonique partout dans le monde. Principalement, l'Union européenne et les États-Unis seraient en compétition par rapport à l'Europe de l'Est. Washington chercherait à étendre son emprise économique, politique et culturelle sur cet ancien glacis soviétique, alors que l'Europe occidentale, Allemagne en tête, tenterait le même genre de politique.

Par conséquent, des milieux américains ont plaidé pour que les États-Unis conditionnent leur présence militaire en Europe à une docilité dans les autres régions. Les chercheurs dissociatifs citent ainsi volontiers l'esquisse d'un rapport du Defense Planning Guidance (DGP) du Pentagone qui suggère que le ministre de la Défense avait préparé un document destiné à empêcher l'émergence de toute superpuissance rivale en Europe occidentale, en Asie ou sur le territoire de l'ex-Union soviétique. Le projet du DGP suggère que les États-Unis devraient assurer le leadership nécessaire pour établir et protéger un nouvel ordre qui puisse convaincre leurs concurrents éventuels de l'inutilité

41. Roland SMITH, « A Changing NATO », *Nato Review*, mai-juin 1997, vol. 45, n° 3, pp. 10-11.

d'aspirer à un rôle plus important ou de persévérer dans une attitude plus agressive pour protéger leurs intérêts[42].

Les divergences entre les États-Unis et l'Union européenne dans l'affaire de l'ex-Yougoslavie sont particulièrement mises en exergue pour montrer les rivalités grandissantes entre ces deux puissances[43]. Les chercheurs de type dissociatif ont ainsi particulièrement souligné que les États-Unis n'avaient pas soutenu les premiers plans européens de découpage territorial et de cantonalisation de la Bosnie. Washington a également encouragé davantage les Croates et les Musulmans bosniaques que Paris et Londres. Certains Américains ont également fortement critiqué le *forcing* allemand vers la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie et y ont vu le signe du retour de l'impérialisme allemand sur la scène internationale. Enfin, dans la dernière phase du conflit, ce sont plutôt des voix européennes qui se sont exprimées contre le diktat américain, qui a imposé sa vision de la résolution du conflit lors des accords de Dayton, qui a repris de nombreux éléments des plans européens. Tous ces exemples sont interprétés par les chercheurs de type dissociatif pour démontrer que les divergences entre les États-Unis et l'Union européenne dans la crise yougoslave ne constituent qu'un avant-goût des conflits futurs entre ces deux blocs.

b – Approche associative

Les tenants d'une approche associative estiment qu'il y a bien davantage de convergence que de rivalité dans le monde entre les États-Unis et l'Union européenne dans le Tiers Monde, ou pour la création de réseaux scientifiques communs. C'est l'étape la plus significative et la plus substantielle dans les relations entre les États-Unis et l'Union européenne depuis sa fondation en 1958[44]. Pour Washington, ce document signifie que les États-Unis traitent désormais avec l'Union européenne non seulement comme un partenaire économique et commercial mais aussi comme une force politique capable d'agir avec les États-Unis en tant que partenaire égal et entier[45]. Cette déclaration d'objectifs et de plus de 120 thèmes d'action spécifiques représente un consensus plus grand que celui que les États-Unis auraient été capables d'obtenir avec aucune autre région, avec aucun autre groupe de pays, ou – avec la possible exception du Canada – avec aucun pays pris individuellement.

En ce qui concerne la question de l'ex-Yougoslavie, les analystes associatifs estiment que les États-Unis et l'Union européenne ont agi, en général, de

42. Morten OUGAARD, « Dealing with the Community : The Bush Administration's Response to Western European Integration », dans Ole NOORGAARD, Thomas PEDERSEN et Nikolaj PETERSEN, *The European Community in World Politics*, London, Pinter Publishers, 1993, p. 199.
43. Analysé par J. PETERSON, *Europe and America in the* 1990s..., *op. cit.*, pp. 78-80.
44. Werner WEIDENFELD, « The New Transatlantic Agenda : A New Basis for Euro-American Cooperation ? », dans *European Access*, avril 1996, n° 2.
45. *Ibid.*

manière complémentaire[46]. Certes, il y a eu quelques malentendus, mais dans les grandes lignes, Américains et Européens ont partagé les mêmes objectifs politiques et militaires par rapport à l'ex-Yougoslavie. Si dans la première phase du conflit, les Américains ont voulu que les Européens soient les principaux intermédiaires, cela a sûrement été une erreur, mais c'était une marque de confiance, non de défiance vis-à-vis de l'UE. Par la suite, il y a certes eu des malentendus sur de nombreux points, mais ces bisbilles n'ont pas porté sur des questions fondamentales.

Les chercheurs appartenant au cadre d'analyse associatif concluent donc que l'affaire yougoslave a plutôt conduit à un raffermissement du lien transatlantique dans la mesure où Paris a dû constater qu'il ne pouvait pas régler seul une crise comme celle de la Yougoslavie. La France a dû demander aux Américains d'intervenir, sous couvert de l'OTAN, pour rendre les pressions diplomatiques crédibles[47]. Cela a conduit à renforcer l'OTAN et surtout à relégitimer le leadership américain dans l'Alliance occidentale.

Conclusion

Notre analyse a consciemment cherché à présenter de manière dichotomique les différentes interprétations qui ont été faites à propos des relations entre les États-Unis et l'Union européenne. En insistant sur les divergences d'approche, nous avons essayé de mieux conceptualiser le débat et de faire comprendre quels sont les enjeux d'interprétation les plus importants.

Nous avons aussi voulu faire ressortir les exagérations, et parfois même les erreurs objectives, qui sont apparues surtout dans l'approche dissociative. Les faits sont incontournables : ceux qui ont prédit un démantèlement de l'OTAN, un échec de l'Uruguay Round, ainsi qu'une rupture entre les États-Unis et l'Union européenne se sont trompés.

On peut enfin se demander quel est le sens de notre entreprise. On pourrait opposer que l'essence même des relations transatlantiques est précisément de se situer en permanence entre détérioration et raffermissement, entre association et dissociation et qu'il faut adopter une position intermédiaire[48]. Le point n'est pas là cependant ; l'élément intéressant est que autant politologues qu'économistes de renom ont dépassé cette observation largement admise, pour aller jusqu'à prédire que les relations Union européenne-États-Unis étaient condamnées à la dissociation et à la rupture.

La méthode pourrait être également contestée : à quoi cela sert-il en effet de souligner les errements de certaines analyses et les présupposés théoriques qui les sous-tendent. La réponse a été apportée par un important courant de

46. Thomas FRELLESEN et Roy H. GINSBERG, *EU-US Foreign Policy Cooperation in the 1990s. Elements of Partnership*, Brussels, Centre for European Policy Studies, 1994, pp. 31-36.
47. A. MENON, *op. cit.*, p.22.
48. Christoph BAIL (dir.), *EU-US Relations : Balancing the Partnership : Taking a Medium-Term Perspective*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1997.

l'épistémologie des sciences sociales qui a souligné la nécessité de procéder à une remise en cause, totale ou partielle, des paradigmes dominants afin de pouvoir dégager des approches qui tiennent davantage compte d'autres visions théoriques[49].

Nous pensons ainsi que le progrès de la connaissance sur les relations euro-américaines provient au moins autant de l'expansion quantitative de notre documentation que de l'allongement du questionnaire. En attirant l'attention sur certaines questions controversées, on s'oblige à parvenir à un dépassement de ses propres écrits. Plus nous avons conscience des modalités de l'intervention du cadre théorique sous-jacent, mieux nous sommes en mesure d'appréhender notre objet d'analyse. Cette démarche ressemble à celle du physicien qui, en établissant les interférences entre le matériel et l'objet à analyser, introduit des critères d'adaptation qui sont nécessaires afin de réduire les marges d'erreur.

49. Thomas KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1993 ; Paul VEYNE, « L'histoire conceptualisante », dans Jacques le GOFF, Pierre NORA, (dir.), *Faire l'histoire*, Paris, Gallimard, 1974, pp. 67 ; Karl MANNHEIM, « Wissenssoziologie », dans Karl MANNHEIM, *Ideologie und Utopie*, Frankfurt, Schulte-Bulmke, 1952, pp. 227-267.